

Communiqué du collectif FLE le 09 avril 2020

Le collectif FLE de Rennes existe depuis 2012. Il est composé de plusieurs associations qui proposent des ateliers de français pour des personnes allophones habitant sur le territoire métropolitain. Au sein du collectif FLE, nous partageons, depuis le début de la crise sanitaire, les difficultés rencontrées par nos publics dans le cadre de ce confinement. En tant qu'acteurs associatifs investis et engagés sur le territoire rennais, il nous a semblé essentiel et nécessaire de partager nos inquiétudes auprès des institutions afin d'unir nos forces et nos efforts pour accompagner et protéger au mieux les populations migrantes, particulièrement impactées par cette crise sans précédent. Sans surprise, les personnes éloignées d'hier deviennent les très isolées d'aujourd'hui.

Depuis le 16 mars et le début du confinement, nos associations sont fermées pour les raisons sanitaires que nous connaissons tous. Avec difficulté, des liens directs sont parfois maintenus avec le public concerné, via le téléphone ou, dans un petit nombre de structures, des groupes WhatsApp. Ainsi, par exemple, dans les Centres Sociaux rennais, les professionnels ne sont pas autorisés à divulguer leurs numéros de téléphone personnels et ne peuvent créer de groupe WhatsApp sans le consentement des personnes. Ces groupes WhatsApp sont souvent difficiles et parfois impossibles à mettre en place du fait de la langue et de l'absence de moyens de communication, ou encore de la protection des données (numéros de téléphones par ex). Le mail reste, quant à lui, un mode de communication encore très peu utilisé et maîtrisé chez le public migrant.

I – La fracture linguistique préexistante accrue par la crise

La situation inédite que nous vivons révèle des inégalités socio-économiques profondes préexistantes et qui tendent à s'accroître voire à se pérenniser notamment pour le public migrant, que nous accompagnons à travers nos actions professionnelles, bénévoles ou militantes.

En complément du communiqué de Langophonies qui pointait déjà la fracture linguistique et numérique dans les domaines de la santé/consignes barrière/consignes de confinement et de la continuité éducative, nous souhaitons alerter à nouveau sur un certain nombre de situations inquiétantes que vivent les personnes allophones.

a) Un quotidien complexifié

Ces personnes migrantes que nous côtoyons font face quotidiennement aux difficultés linguistiques ainsi qu'aux difficultés liées à nos codes, nos conventions, nos évidences qui n'en sont pas pour elles.

- Sur l'accès à l'information ayant trait à la crise : les informations sont mal ou non comprises voire inconnues comme le montre la parution du communiqué de presse du Ministère de l'Intérieur daté du 16 mars. Ce communiqué a pour objectif de sécuriser le séjour en France des personnes étrangères. Aussi, face aux différents discours politiques, parfois

contradictoires, et au traitement médiatique, le public ne saisit pas le sens des informations mais s'en tient bien souvent à une perception subjective, parfois par le bouche à oreille, qui génère de la peur. Ces difficultés les fragilisent et impactent grandement un quotidien déjà précaire. Ainsi, ce que nous constatons, c'est que cette peur génère un repli : les personnes sont isolées, recluses chez elles et n'osent pas se déplacer pour faire les courses ou pour la promenade autorisée. Le confinement est respecté des familles et certains enfants ne sont pas sortis depuis trois semaines. Les messages anxiogènes diffusés par les médias créent beaucoup de peur, associée à la crainte du jugement de son voisin qui pourrait les voir dehors. Nous connaissons la précarité des conditions de vie du public migrant, parfois à plusieurs dans un appartement, ou confinés en hôtel ou pire, en squat, situation qui se trouve exacerbée par le confinement.

- Les démarches administratives : les personnes allophones privilégient d'ordinaire les démarches en présentiel qui sont plus simples pour se faire comprendre et être compris : aujourd'hui, le confinement oblige à recourir au téléphone, au mail, ce qui laisse sur le bord de la route toutes les personnes de faibles niveaux linguistiques. Depuis le début de l'année, la Plateforme d'Evaluation et d'Orientation Linguistiques a recensé 58% de personnes ayant un niveau inférieur au niveau A2 c'est-à-dire des personnes n'étant pas en capacité linguistique de recevoir ni même d'échanger de l'information par téléphone ou par mail.

- L'accès aux soins est mis entre parenthèses pour nombre de personnes qui ne sont pas en capacité de savoir si leurs rendez-vous sont maintenus et si oui dans quelles conditions. En effet, la multiplicité des démarches à réaliser ainsi que des nouveaux interlocuteurs à contacter met un coup d'arrêt net à l'accès aux soins. Par ailleurs, nombre de personnes n'honorent pas leur rendez-vous car dans l'incapacité de se déplacer et de se présenter seules au rendez-vous même si nous remarquons que certains établissements font l'effort d'accorder une souplesse au conjoint.e « interprète ».

- Le soutien psychologique (cellules d'écoute, permanences téléphoniques) quand il existe, n'est pas adapté à ce public du fait des difficultés liées à la langue, à l'accès à l'information écrite ainsi qu'à la dimension interculturelle.

- La peur pour les siens

Le public que nous accompagnons, en lien étroit avec les familles restées dans les pays d'origine, vit aussi très mal cette crise internationale. A quoi s'ajoutent le manque de moyens sanitaires, la fragilité des systèmes de santé dans ces pays ainsi que souvent l'impossibilité d'avoir des nouvelles.

- L'incapacité à assurer l'enseignement scolaire à la maison constitue une difficulté supplémentaire : barrière linguistique, codes implicites que sont les attendus des enseignants, méthodes et méthodologies enseignées qui sont différentes d'un pays à l'autre. Il existe un

fort soutien des enseignants, mais cela est-il suffisant pour éviter les inégalités scolaires à la sortie de la crise sanitaire ?

Cette crise met en lumière, aussi, le manque d'équipements, de connexion internet dans les foyers et le manque de connaissances pour sa manipulation. Un ordinateur par famille, quand c'est le cas, ne suffit pas lorsque plusieurs enfants sont scolarisés.

b) Un frein à l'apprentissage linguistique

Nous évoquons ici la difficulté de la continuité de l'apprentissage linguistique. La crise sanitaire et le confinement qui en a résulté n'ont pas été anticipés. Ainsi, d'une part, nous, associations, n'avons pu nous mobiliser sur cette question et nous préparer réellement, notamment en recueillant le consentement des personnes pour créer des groupes WhatsApp et ainsi poursuivre à distance un lien pour un apprentissage linguistique.

D'autre part, la plupart des personnes à qui nous proposons des ateliers et cours de français langue étrangère n'ont pas connu dans leur formation initiale l'enseignement à distance, ni même travaillé sur des supports numériques.

Ainsi, nous constatons, lorsque des groupes WhatsApp préexistaient, que le lien tend à être maintenu mais en revanche l'apprentissage est peu, voire pas du tout efficient. Les personnes n'osent pas interagir via cette interface qui leur est peu familière d'autant plus qu'ils ne maîtrisent pas la langue et craignent probablement plus facilement le « regard des autres ». Au-delà de ces considérations, le manque d'équipement et d'environnement favorable sont autant de freins supplémentaires à la continuité de l'apprentissage. Souvent les échanges téléphoniques ne sont mêmes plus possibles, les personnes n'ayant pu recharger leur téléphone. Le public migrant utilise largement les recharges téléphoniques telles que lycamobile pour leur téléphone mais pense qu'elles ne sont plus accessibles, en raison de la fermeture de bon nombre de magasins.

II – Nos propositions d'action :

Nous, associations, sommes inquiètes. Nous maintenons le lien pour assurer ces personnes qu'elles ont notre soutien mais seules nous ne pouvons agir efficacement.

Les acteurs associatifs sont des maillons importants entre les institutions et le public migrant dont le pouvoir d'agir est dans la situation présente extrêmement limité.

Mais aujourd'hui comment s'assurer que l'information passe ou qu'elle est passée ? comment communiquer ? comment s'assurer des conditions de vie de personnes que nous accompagnons d'habitude de près dans nos pratiques ? Nous continuons à appeler, envoyer des messages mais les messages sont-ils compris ?

Ainsi, ce contexte nous force à aller plus loin dans la co-construction entre associations et partenaires publics pour travailler à des solutions préventives face à ces situations d'isolement.

Nous souhaiterions travailler avec vous sur des propositions concrètes afin d'améliorer la compréhension des dispositifs et faciliter la vie des habitants rennais.

1- Le FALC, marque qualité « Facile à Lire et à Comprendre », peut aujourd'hui être sollicité par des organismes privés, prenant de véritables engagements en matière d'inclusion. Imaginons, à l'échelle du territoire dans un premier temps, la manière de s'engager dans le FALC pour former, sensibiliser des référents dans les structures et ainsi mieux inclure le public migrant et réduire les inégalités d'accès à l'information.

2- La diffusion en plusieurs langues des informations relevant de la sécurité sanitaire de la population, des contraintes de déplacement ainsi que des informations relatives à la situation administrative du public migrant : pourrions-nous imaginer une large campagne d'information multilingue sur tous les panneaux de la ville et sur les chaînes de télé et de radio ?

3- La constitution d'une réserve citoyenne (traducteurs, intermédiaires) de nature à faciliter l'accès aux soins ainsi que l'accompagnement à la scolarité.

4- Une prise en charge psychologique basée sur la psychologie interculturelle doit être mise en place dès l'arrivée des personnes sur le territoire et de manière pérenne, car aux traumatismes liés aux parcours migratoires et à la situation d'exilé.e, s'ajoute l'anxiété provoquée par la crise sanitaire.

Dans l'attente d'un retour à ces propositions, nous, associations, gardons le lien malgré tout avec les personnes étrangères et nous tenons à votre disposition pour tenter d'apporter des réponses face aux difficultés majeures que nombre de ces personnes traversent pendant cette période de crise sanitaire.

AGIR ABCD

Amitiés Kurdes de Bretagne

l'Association Rennaise des Centres Sociaux

Langue et Communication

Langophonies

La Maison des Squares

L'Union des Associations Interculturelles de Rennes